

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe connaît des changements majeurs qui bouleversent l'Histoire mondiale. La révolution industrielle qu'elle connaît lui permet d'acquérir un avantage technique considérable sur les peuples des autres continents et transforme la vie quotidienne des Européens. L'Europe connaît, à la fois, une explosion démographique et une évolution des activités économiques qui sont de moins en moins liées au travail de la terre et de plus en plus à celui des industries. Les fils de paysans partent dans les villes, qui croissent considérablement, et deviennent ouvriers. La bourgeoisie s'enrichit, elle détient le pouvoir économique et s'empare du pouvoir politique. Les nouvelles industries ont besoin de toujours plus de matières premières, d'énergies fossiles (charbon, puis pétrole) et de nouveaux marchés pour augmenter leurs productions et les vendre. Dans une économie capitaliste basée sur le profit, la croissance de la production (toujours produire plus que l'année d'avant), pour faire plus de profits, devient un leitmotiv. L'avancée technique et l'augmentation de la population permettent aux dirigeants européens d'étendre leurs visées impérialistes et, par la colonisation, de répondre à cette soif sans fin de croissance. Ils imposent ainsi leur modèle économique et leur modèle politique à pratiquement tous les peuples de la planète.

Parallèlement, la société européenne connaît des bouleversements politiques. Depuis déjà longtemps, la conception de l'Etat-nation avait commencé à s'affirmer dans des pays comme la France. Cette conception politique associée à un territoire, une nation, c'est-à-dire un peuple qui aurait un passé et une culture unique; l'expression politique de cette nation serait un Etat qui organise la vie de cette société sur ce territoire. Avec la Révolution française, l'affirmation de l'Etat-nation s'affirme d'autant plus que les bourgeois qui arrivent au pouvoir ont besoin de trouver une autre légitimité à l'Etat que celle donnée par l'Eglise : le chef n'est plus chef parce que Dieu le veut, il sera chef parce que le peuple l'a décidé. Pour faire émerger cette nouvelle conception du pouvoir, les penseurs bourgeois de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ont dû s'appuyer sur l'existence d'une nation tout en

récupérant la démocratie athénienne. Il fallait cependant trouver un moyen d'écartier le peuple des décisions car il s'agissait bien de donner une légitimité au nouveau pouvoir, et non de le faire disparaître pour mettre en place une véritable démocratie. Ainsi Montesquieu explique : « *Le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter les affaires. Le peuple n'y est point du tout propre, ce qui est un inconvénient de la démocratie (...). Il y avait un grand vice dans la plupart des anciennes Républiques : c'est que le peuple avait droit d'y prendre des résolutions actives (...) chose dont il est incapable. Il ne doit entrer dans le gouvernement que pour choisir ses représentants.* »<sup>1</sup>. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et notamment avec les Révolutions de 1848, la bourgeoisie arrive au pouvoir dans de nombreux pays européens et apporte dans ses bagages le concept d'Etat-nation et la « démocratie » parlementaire.

Mais la Révolution de 1789 porte aussi d'autres idées et d'autres pratiques. Parmi les penseurs les plus radicaux de l'époque, on trouve les premiers militants de « *la véritable égalité* », l'égalité sociale autour de Babeuf et de Marchal. On trouve également des défenseurs de la démocratie directe et du mandat impératif comme Varlet et Oswald. Les sans-culottes parisiens adoptent en partie ces principes et revendiquent des mesures sociales (comme le maximum des prix) et tentent d'organiser une fédération des communes libres. De leur côté, les paysans de la région parisienne ont organisé des grèves des ouvriers agricoles dès 1787 (les bacchanals). Au XIX<sup>e</sup>, les premiers ouvriers conservent les liens de solidarité des communautés paysannes et créent les premières associations syndicales. Parallèlement, des penseurs s'intéressent à la question sociale et posent leur réflexion sur les enseignements de la Révolution française. Ces premiers socialistes en arrivent, avec Proudhon et Marx, à mettre l'économie et la propriété privée au centre de leurs réflexions. C'est dans la rencontre entre le socialisme et le mouvement ouvrier qu'il faut situer l'origine de l'anarcho-syndicalisme.

## **La première internationale : rencontre du socialisme et du mouvement ouvrier.**

L'Association Internationale des Travailleurs est créée à Londres en 1864; son programme tient dans une phrase : « *l'Emancipation des Travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». L'association se compose de sociétés qui sont soit des groupes affinitaires (ex : la société des exilés russes de Genève), soit des sociétés de résistance, c'est-à-dire des unions de métiers, (société des Guillocheurs). Il s'agit de groupes locaux. Au départ, chaque société de résistance peut voter au congrès de l'AIT. Les sociétés de résistance de chaque pays se fédèrent en fédération régionale (ex : la Fédération Régionale espagnole). Très rapidement, l'AIT devient l'organe de solidarité qui lie les travailleurs entre eux lors des conflits sociaux, notamment des grèves, tant au niveau national, qu'international. Par exemple, les ouvriers de la Fédération Jurassienne ont envoyé de l'argent, et ont proposé d'accueillir leurs enfants, aux ouvriers du Creusot en Grève en 18XX.

L'AIT est également un lieu d'intense réflexion idéologique. Son objectif est révolutionnaire : instaurer le socialisme. Essentiellement composées d'ouvriers, les sociétés discutent de la question sociale et arrivent majoritairement à remettre en cause le droit d'héritage et la propriété privée. Elles élaborent le schéma d'une nouvelle société organisée sur la base économique et gérée par les travailleurs eux-mêmes. Dans cette clarification idéologique, les apports de théoriciens comme Marx et Bakounine, qui sont membres de l'Internationale, sont essentiels. Mais les choix stratégiques et les pratiques internes à l'organisation révèlent une profonde divergence sur le rôle de l'Etat. Marx et ses partisans entendent imposer une stratégie particulière à l'ensemble de l'organisation : passer par la voie électorale. Cette stratégie pose le problème de la prise de pouvoir : doit-on prendre le pouvoir et s'en servir, ou doit-on l'abattre ? Marx voit dans l'Etat un outil aux mains des bourgeois, qui leur sert à imposer cette société inégalitaire. En s'emparant de l'outil, les ouvriers pourraient imposer une société sans classe. Il entend imposer cette stratégie à toute l'AIT. Les antiautoritaires veulent laisser la liberté aux fédérations régionales de choisir si elles veulent participer ou non aux élections, car ils constatent que, dans leurs pays, la voie

électorale poussent à des alliances contre-nature avec la bourgeoisie : le discours et les pratiques de l'AIT en sortent dénaturés; ils en font, de fait, une organisation réformiste. De plus, à l'instar de Bakounine, ils ne limitent pas la nature de l'Etat à un simple outil aux mains des bourgeois, ils pensent que l'Etat engendre les inégalités sociales et que ceux qui y participent, même lorsqu'ils sont issus de la classe ouvrière, renient leurs convictions et défendent finalement une société inégalitaire dont ils sont devenus des membres privilégiés. Là où Marx en reste à une analyse sur les classes sociales (bourgeois/ouvriers), ils introduisent le parcours individuel de chacun et n'excluent pas les revirements. Cette place laissée à l'individu exclut le déterminisme absolu, qui consiste à penser que les comportements d'un individu sont totalement la conséquence de sa condition sociale de départ. Le choix qu'ils laissent aux fédérations de choisir leur tactique révèle également la différence d'approche : les antiautoritaires veulent convaincre que leur stratégie est la meilleure et font confiance aux fédérations qui seront amenées à l'évidence par la pratique. Les autoritaires se considèrent comme des socialistes scientifiques infaillibles qui détiennent la vérité et qui ont le droit de l'imposer par tous les moyens.

En 1872, au congrès de la Haye, grâce à une manipulation des mandats et en comptant la voix des fédérations régionales (comme celle d'Espagne qui représentait des centaines de sociétés) pour égale à celle d'une simple société locale, les autoritaires excluent Michel Bakounine et James Guillaume, et provoquent la scission. La grande majorité de l'Internationale refuse ce résultat et se réunit à Saint-Imier pour poursuivre sa tâche. Moins de deux ans après, l'Internationale autoritaire de Marx, qui est une coquille vide, se désagrège et disparaît tandis que l'AIT, dite de Saint-Imier, poursuit son œuvre.

## La tendance antiautoritaire de l'AIT

La tendance antiautoritaire de l'AIT porte en son sein une réflexion théorique qui est à la base de l'anarcho-syndicalisme. Deux questions fondamentales traversent les réflexions de l'Internationale depuis sa fondation :

Comment organiser les travailleurs et agir dans une période qui n'est pas révolutionnaire, et créer des conditions favorables à une révolution ?

Comment organiser la nouvelle société dans la période révolutionnaire ?

Marx répond à la première par la participation aux élections, et à la deuxième par l'instauration de la dictature du prolétariat. La pensée des antiautoritaires s'articulent autour de l'action syndicale.

*Comment organiser les travailleurs et agir dans une période qui n'est pas révolutionnaire, et créer des conditions favorables à une révolution ?* Dans une période qui n'est pas révolutionnaire, les rapports de forces sont forcément défavorables au parti des ouvriers. C'est pour cette raison que la recherche du pouvoir amène à des alliances contre-nature pour atteindre une majorité. Pour gagner les ouvriers à la cause révolutionnaire, il faut placer l'action de l'AIT sur un terrain qui leur permette de se défendre et de s'organiser. Cette réflexion part du constat que « *Seuls les individus, et seulement un très petit nombre d'individus, se laissent déterminer par l'idée abstraite et pure. Les millions, les masses, pas seulement dans le prolétariat (...) ne se laissent jamais entraîner que par la puissance et par la logique des faits, ne comprenant et n'envisageant pour la plupart du temps que leurs intérêts immédiats ou leur passion du moment (...)* »<sup>2</sup>. Avec l'action syndicale, les ouvriers agissent directement et concrètement pour améliorer leur condition, ils n'attendent rien du gouvernement ou du patron. Ils prennent conscience de leur force et voient la duperie des politiques et des patrons. En s'organisant, ils comprennent également qu'ils n'ont pas besoin d'eux pour fonctionner et que ce sont les travailleurs, seuls, qui produisent les richesses.

*Comment organiser la nouvelle société dans la période révolutionnaire ?* Kropotkine résume ainsi sa pensée : « *Dans le schéma social-démocrate, l'Etat s'occupe de l'organisation de la production, du « lendemain*

*révolutionnaire » ; et dans la nôtre, qui s'en charge ? Ce sont les groupes des travailleurs de la production, au courant des urgences pratiques, c'est-à-dire les organisations professionnelles. Ces groupes liés à la reprise de la production ont pour nous une importance tout aussi vitale que le parlement pour les sociaux démocrates ; leur volonté, leurs idées, leur tempérament sont pour nous ce qu'est pour les sociaux-démocrates la composition du futur gouvernement socialiste. Les syndicats méritent donc notre attention non seulement en tant que future organisation, mais aussi en tant que facteur actuel important puisqu'ils sont dans le milieu des travailleurs »<sup>3</sup>. Dès 1869, au congrès de Berne, la tendance antiautoritaire a fait admettre à l'AIT sa conception de l'organisation future : « Le Congrès déclare que tous les travailleurs doivent s'efforcer de créer des caisses de résistance dans les différents métiers. Dès qu'un syndicat s'est créé, il convient d'en prévenir les unions du métier en question, afin que puisse être entreprise la formation d'unions nationales d'industries. Ces unions seront chargées de rassembler tout le matériel concernant leur industrie, de délibérer sur les mesures à prendre en commun et d'œuvrer pour leur réalisation, afin que l'actuel système salarial puisse être remplacé par une fédération de libres producteurs. (...) ». L'exposé des motifs de cette résolution fait par le délégué belge Hins est sans équivoque : « de cette double forme d'organisation en Unions locales des travailleurs et Unions générales des industries naîtraient d'une part l'administration politique des communes et, de l'autre, la représentation générale du travail – et ce, au niveau régional, national et international. Les conseils des organisations de métiers et d'industries remplaceront le gouvernement actuel et cette représentation du travail remplacera une fois pour toutes les vieux systèmes politiques du passé ». Le délégué français Pindy renchérit : « dans la société future les syndicats formeront des communes libres, dans lesquelles le gouvernement et la gestion locale seront remplacés par les conseils des délégués des unions professionnelles des travailleurs »<sup>4</sup>.*

L'idée des conseils ouvriers est donc née de la réflexion des militants antiautoritaires de l'Association Internationale des Travailleurs qui cherchaient à définir la forme que prendrait la société, après la disparition de l'Etat. Dans les années 1870, l'idée des conseils connaît ses premières applications concrètes lors d'expériences révolutionnaires. Confrontée à la

réalité, la force de l'idée prend toute sa signification. Il est pour le moins significatif de constater que lors de la Commune de Paris, où les socialistes autoritaires (blanquistes notamment) sont majoritaires, ce n'est pas leur tactique de la prise du parlement en vue de la mise en place d'un gouvernement ouvrier qui est adoptée, mais l'idée du conseil communal. On voit là l'influence des internationaux comme Varlin, qui était un intime de Bakounine. Mais c'est en Espagne que l'idée des conseils connaît sa réalisation la plus nette, au XIX<sup>e</sup> siècle, lors des soulèvements que connurent Alcoy, Barcelone et Carthagène, en 1873. Les conseils étaient alors composés de délégués mandatés et révocables issus des organisations ouvrières (de producteurs et de consommateurs).

## Les anarchistes et la question internationale.

En 1878, l'Association Internationale des Travailleurs se disloque car des divergences internes sont apparues. Deux questions voient le jour : l'Internationale doit-elle être une organisation syndicale ? L'Internationale doit-elle être spécifiquement anarchiste ?

*L'Internationale doit-elle être une organisation syndicale ?* Dans certaines fédérations, la situation politique entraîne une évolution des stratégies militantes des internationaux. En France, la répression féroce qui suit la Commune de Paris interdit toute activité publique de l'Internationale pendant plusieurs années. En Italie, l'Internationale subit de nombreuses interdictions et ses militants croulent sous les procès. La Commune de Paris, réprimée en 1871, a fortement marqué l'Internationale et constitue un modèle pour les révolutionnaires. Or, si elle s'est imprégnée des idées de l'Internationale, la Commune est un mouvement insurrectionnel qui rappelle les Révolutions françaises de 1789 et 1848. Un certain nombre de militants renforcent alors leur conviction que la voie révolutionnaire par excellence est l'insurrection armée. Ce sentiment est très fort dans les sections française et italienne. Dès lors, la nécessité d'une Internationale officielle et permanente qui organise la solidarité ouvrière ne leur apparaît plus comme la priorité. Il est plus important de favoriser les réseaux clandestins, l'approvisionnement en armes, pour déclencher des tentatives d'insurrections.

*L'Internationale doit-elle être spécifiquement anarchiste ?* Cette réflexion insurrectionnaliste s'accompagne du débat sur l'identité de l'Internationale. La lutte syndicale nécessite de favoriser l'unité la plus large possible au sein des travailleurs. L'Internationale antiautoritaire n'a jamais prétendu regrouper que des anarchistes. L'Action insurrectionnelle ne nécessite pas cette unité large, en revanche, une propagande intensive pour diffuser les idées anarchistes paraît indispensable au succès de telles tentatives. Les insurrectionnalistes constatent également que la lutte syndicale n'a pas toujours amené à une radicalisation du prolétariat, et, en Belgique, la section de l'AIT évolue vers des positions réformistes et électoralistes. Certains penseurs estiment donc que les actions individuelles de propagande par le fait ont une valeur d'exemple beaucoup plus efficace pour préparer les



insurrections. Les fédérations espagnoles et jurassiennes tentent de maintenir une trajectoire conciliante, sans toutefois parvenir à faire adopter la ligne médiane d'une organisation syndicale aux pratiques et aux finalités libertaires. Sur ce constat d'échec, l'Internationale disparaît et laisse la place dans plusieurs pays à des organisations nationales spécifiquement anarchistes qui allient souvent propagande et stratégies insurrectionnelles.

Toutefois, des mouvements issus de l'AIT ou s'inspirant de ses principes subsistent dans plusieurs pays (notamment en Espagne). A son congrès de Saint-Imier, l'AIT laisse en testament des valeurs qui ne tardent pas à ressurgir :

"Considérant :

*que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ;*

*que nul n'a le droit de priver les sections ou fédérations autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;*

*que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendant de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métiers et des communes autonomes ;*

*« considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante,*

"le congrès réuni à Saint-Imier déclare :

*que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;*

*que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants aujourd'hui ;*

*que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale,*

*les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire"<sup>5</sup>*

## Le syndicalisme révolutionnaire français.

Dans les années 1890, une part importante des militants anarchistes français ne se reconnaissent pas dans les stratégies insurrectionnelles. Ils se lancent dans l'action syndicale tandis que des militants syndicaux évoluent vers des positions de plus en plus anarchistes. Le mouvement ouvrier connaît un essor considérable et détourne de leur objectif initial les Bourses du Travail. Au départ, à travers ces bourses, l'Etat pensait confier la gestion des offres de travail aux unions corporatives. Celles-ci utilisent les locaux des Bourses pour organiser la solidarité ouvrière : caisse de soutien inter-corporative pour les grèves, indemnités chômage pour les syndiqués, cours du soir et bibliothèques, la Bourse devient l'union locale des syndicats de métiers, et le lieu de l'émulation intellectuelle socialiste.

L'objectif affiché par le principal artisan des Bourses du Travail, Fernand Pelloutier, est clairement inspiré de l'héritage de l'AIT : *« Nous voulons que toute la fonction sociale se réduise à la satisfaction de nos besoins ; l'union corporative le veut aussi, c'est son but, et de plus en plus elle s'affranchit de la croyance en la nécessité des gouvernements ; nous voulons l'entente libre des hommes ; l'union corporative (elle le discerne mieux chaque jour) ne peut être qu'à condition de bannir de son sein toute autorité et toute contrainte ; nous voulons que l'émancipation du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même ; l'union corporative le veut encore : de plus en plus, on y sent la nécessité, on y éprouve le besoin de gérer soi-même ses intérêts ; le goût de l'indépendance et l'appétit de la révolte y germent ; on y rêve des ateliers libres où l'autorité aurait fait place au sentiment personnel du devoir ; on y émet sur le rôle des travailleurs dans une société harmonique des indications d'une largeur d'esprit étonnante et fournies par les travailleurs mêmes. Bref, les ouvriers, après s'être crus si longtemps **condamnés au rôle d'outil**, veulent devenir des intelligences pour être en **même temps les inventeurs** et les créateurs de leurs œuvres. Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert ainsi devant eux et que, comprenant qu'ils ont entre leurs mains toute la vie sociale, ils s'habituent à ne puiser qu'en eux l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. C'est leur rôle, et c'est le but de l'anarchie. »*<sup>6</sup>

Mais Fernand Pelloutier n'est pas le seul théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Sorel est certainement le penseur le plus influent de ce courant. Pour Sorel, dès 1898, *« l'avenir du socialisme se rattache à l'existence d'institutions prolétariennes autonomes »*<sup>7</sup>. Il considère que les bourses du travail, les syndicats et les coopératives ouvrières sont l'embryon d'une nouvelle civilisation. Par la grève, le syndicalisme crée les conditions de l'affrontement des classes qui mènent à la Révolution. Ainsi les syndicalistes révolutionnaires théorisent les principes de l'action directe : *« une idée qui recouvre la grève générale bien sûr, mais aussi les grèves partielles, le sabotage, le boycott... La résistance ouvrière quotidienne constitue pour Pouget une « gymnastique révolutionnaire » qui permet à l'individu exploité d'échapper à sa condition de « zéro humain », de se préparer à l'émancipation intégrale. En 1890 déjà, Pouget avait réalisé la synthèse entre l'idée de grève générale révolutionnaire et la grève partielle. Cette dernière « en est la préparation et c'est après une série de conflits allant s'élargissant de plus en plus que les travailleurs aboutiront à la grève finale »*<sup>8</sup>. Dans cette logique, le syndicat ne peut pas devenir réformiste et il est essentiel de conserver l'unité du mouvement ouvrier.

Aussi, les syndicalistes révolutionnaires, après avoir créé la Confédération Générale du Travail, s'allient aux syndicalistes modérés minoritaires pour combattre un courant marxiste (les guesdistes) qui veut inféoder la confédération au parti socialiste, la SFIO, et ils font adopter la Charte d'Amiens en 1906 :

*« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT : « La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat » ».*

*« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des*

*travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »*

*« ... le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »*

Si cette Charte est d'inspiration clairement syndicaliste révolutionnaire, elle établit la neutralité de l'organisation sur le plan idéologique. Les syndicalistes révolutionnaires s'éloignent donc de l'anarchisme, considérant que le syndicalisme se suffit à lui-même, il est révolutionnaire en soi.

## Le congrès d'Amsterdam, la confrontation théorique du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme.

Le congrès international anarchiste d'Amsterdam (1907) est une tentative de création d'une internationale anarchiste. Lors de ce congrès, la question syndicale est débattue, et le représentant du syndicalisme révolutionnaire français, Pierre Monatte, s'affronte à divers penseurs dont Errico Malatesta, qui conteste la nature forcément révolutionnaire du syndicalisme. C'est lors de ce congrès que la problématique de l'anarcho-syndicalisme est réellement posée, à savoir : comment concilier l'action syndicale et l'objectif révolutionnaire de l'anarchisme? On retrouve lors de ce congrès les militants anarchistes qui œuvrent à une coordination internationale des syndicats révolutionnaires et anarchistes, comme Cornelissen. Certains d'entre eux, Schapiro et Rocker, participent quelques années plus tard à la refondation de l'AIT. Plusieurs points de vue sur le syndicalisme s'affirment lors de ce congrès, mais la synthèse de ces réflexions accouche de l'anarcho-syndicalisme. Luigi Fabbri, sans lui donner un nom, le formulait l'année précédente : « *Cette conception de la lutte ouvrière que les socialistes-anarchistes ont toujours défendue – soulignait-il – est précisément celle qui, sous le mot nouveau de syndicalisme, est embrassée aujourd'hui par un nombre toujours croissant de travailleurs, y compris parmi ceux qui ne sont pas anarchistes.* » Le syndicalisme, en tout cas, « *sans faire de déclarations de principes antiparlementaires et anarchistes explicites et exclusives* », lui paraissait en mesure d'arriver, « *par ses pratiques* », « *aux mêmes conclusions auxquelles arrivent les théories anarchistes par leurs doctrines* ». Fabbri pourtant était conscient que les syndicats ne pouvaient remplir ces objectifs qu'à condition qu'ils ne perdent jamais de vue leur finalité émancipatrice, et que les moyens utilisés ne soient jamais en contradiction avec leur finalité ultime. Voilà pourquoi, tout en affirmant que les organisations ouvrières devaient refuser de mettre en œuvre la politique spéciale d'un parti déterminé quel qu'il soit (y compris anarchiste...), il n'estimait pas moins que celles-ci devaient avoir une orientation ouvertement « socialiste », c'est-à-dire, qu'elles devaient faire preuve « *d'une opposition constante au capitalisme, considéré comme l'ennemi qu'il fallait abattre* ». Il fallait par conséquent qu'elles mènent leurs combats sur le

terrain de la lutte de classes avec comme objectif celui de « *l'intégrale émancipation économique de la classe ouvrière* ».

L'apolitisme de Fabbri était donc tout relatif. Loin de faire aveuglément confiance aux vertus de la lutte économique des travailleurs – censée pour certains syndicalistes conduire inexorablement à la formation d'une conscience de classe révolutionnaire –, il estimait que les anarchistes, en tant qu'anarchistes, avaient leur rôle à jouer au sein des organisations ouvrières. L'action commune au sein des syndicats avec d'autres composantes socialistes n'était d'ailleurs possible qu'à condition que le syndicalisme soit conçu « *dans un sens anti-étatique et révolutionnaire* » et que l'organisation ouvrière ait recours dans ses luttes à l'action directe « *en dehors et en opposition complète avec toute activité électorale et parlementaire* » »<sup>9</sup>

Les syndicalistes révolutionnaires français ne veulent pas entendre les mises en garde du Congrès, ils choisissent d'ailleurs de rentrer dans l'internationale syndicale réformiste plutôt que dans le comité de liaison issu du congrès d'Amsterdam. Cela, au grand dam des syndicalistes révolutionnaires allemands, qui connaissent bien les militants allemands socio-démocrates qui dirigent cette Internationale<sup>10</sup>. En France, la CGT connaît une évolution réformiste déjà significative avant la première guerre mondiale sous l'influence d'un ancien syndicaliste révolutionnaire, Léon Jouhaux. En Argentine, les syndicalistes révolutionnaires qui se réfèrent à la France affaiblissent le mouvement ouvrier en provoquant une scission dans la puissante Fédération Ouvrière de la Régionale Argentine (FORA) ,d'obédience anarchiste ouvrière, clairement révolutionnaire<sup>11</sup>.

## La refondation de l'AIT.

En 1913, les « syndicats révolutionnaires » d'Europe et d'Amérique latine se réunissent – sans la CGT française- en Congrès à Londres pour créer une internationale capable d'organiser la classe ouvrière « *pour la lutte des classes, pour la solidarité internationale et pour l'organisation indépendante des classes ouvrières, basée sur l'association libre* »<sup>12</sup>. C'est que l'Internationale syndicale de Berlin est complètement dominée par les marxistes réunis dans des partis socio-démocrates et qui ont pour conception que les syndicats doivent obéir aux partis. Ce projet « *a pour but le développement matériel et intellectuel immédiat des classes ouvrières et, dans l'avenir, l'abolition de ce système* » et « *La destruction, non seulement du capitalisme, mais aussi de l'État ; le transfert aux organisations économiques de l'administration de la production et de la distribution ; l'action directe, qui exclut toute action politique* ». Cette initiative est directement issue du bulletin international de liaison syndicaliste mis en place au Congrès d'Amsterdam. La fondation de l'Internationale a été remise à plus tard, un congrès devait avoir lieu en 1915, mais il ne put se tenir du fait de la guerre.

Avec la Révolution russe et les révolutions de l'Europe médiane des trois années qui suivirent, la situation changea radicalement. Les marxistes se divisaient entre une tendance révolutionnaire marxiste léniniste et les socio-démocrates. Les ouvriers arrivaient en masse dans les syndicats et, d'un point de vue révolutionnaire, la situation n'était pas tranchée. Dès le début de 1919, les syndicalistes révolutionnaires tentèrent de se réunir au niveau international, sans succès. Avec la création de l'Internationale syndicale rouge, en mars 1919, qui avait pour but d'asservir l'ensemble du mouvement ouvrier aux partis communistes naissants, et celle de la Fédération Syndicale Internationale des socio-démocrates, en juillet, qui avait pour but de raffermir l'ascendant des partis socio-démocrates sur ce même mouvement ouvrier, la nécessité de défendre l'autonomie de ce dernier devint plus pressante tandis que la question de son unité ne se posait plus, puisque détruite, de fait, par les deux tendances marxistes. Toutefois, plusieurs organisations syndicales allèrent au congrès de l'Internationale syndicale rouge de juillet 1920, avant de décider de la rejeter définitivement. C'est



devant l'autoritarisme qui y régnait que les syndicalistes révolutionnaires décidèrent d'entamer un processus de rencontres internationales qui aboutit à un congrès, en décembre 1922, de refondation de la première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs. Elle réunit les représentants d'organisations syndicales parfois puissantes de plusieurs centaines de milliers de membres, comme la FORA en Argentine, l'USI en Italie, les CGT portugaise et mexicaine, les IWW Chiliens ou, plus connue, la CNT espagnole mais aussi la FAUD allemande, l'Opposition des unions professionnelles danoise (SP), la NSF norvégienne, la SAC suédoise et la FAU tchécoslovaque. En France et en Hollande, les organisations syndicales étant en pleine implosion, des minorités syndicalistes révolutionnaires (CSR français et NAS hollandaise) envoyèrent malgré tout des représentants au congrès. La minorité syndicaliste des unions professionnelles russes était également représentée.

La déclaration de principes rédigée par Rudolf Rocker donne une nouvelle définition du syndicalisme révolutionnaire, que l'on nomme aujourd'hui anarcho-syndicalisme : *« Le syndicalisme révolutionnaire, se basant sur la lutte des classes, tend à l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans des organisations économiques de combat luttant pour leur affranchissement du joug du salariat et de l'oppression de l'État. Son but consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre, au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Il considère que seules les organisations économiques du prolétariat sont capables de réaliser ce but, et s'adresse, par conséquent, aux ouvriers en leur qualité de producteurs et de créateurs des richesses sociales, en opposition aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent jamais être considérés du point de vue de la réorganisation économique.*

*Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi convaincu de tout monopole économique et social et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à tout pouvoir ou parti politique. Il érige contre la politique de l'État et des partis, l'organisation économique du travail ; contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas, par conséquent, pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute*

*fonction étatique dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'État, la forme de la « dictature du prolétariat » y comprise, ne peut jamais être un instrument d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges. » Il précise enfin : « Ce n'est que dans les organisations économiques révolutionnaires de la classe ouvrière que se trouve la force capable de réaliser son affranchissement et l'énergie créatrice nécessaire pour la réorganisation de la société sur la base du communisme libre. »*

## Les anarcho-syndicalistes à l'épreuve de l'Histoire.

Les anarchosyndicalistes furent présents dans la révolution russe et dans les révolutions des années 1918-1923 d'Europe médiane. En Russie, ils sont une composante importante du mouvement révolutionnaire, mais minoritaire ; ils proposent un programme au premier congrès panrusse des syndicats (janvier 1918) : *« Il est indispensable que l'œuvre d'organisation de la production (...) soit immédiatement confiée à la classe laborieuse, et non à l'Etat ou à une machine quelconque de fonctionnaires d'Etat, car ce sont les ennemis du prolétariat (...) Les classes laborieuses doivent s'organiser à l'aide de leurs structures fondamentales : comité de village, d'usine et de fabrique, d'employés de bureau, de quartiers et autres ; ils doivent les unir par industrie et par branche, sur la base du fédéralisme. Ces fédérations, une fois liées entre elles fédérativement, formeront le soviet poly-industriel de l'économie nationale, qui sera chargé de réguler la vie économique du pays. »*<sup>13</sup> Ils tentèrent en vain d'organiser les forces libertaires à l'intérieur des soviets pour éviter leur récupération par les bolcheviks en prenant comme positionnement : *« 1) Nous sommes pour les soviets qui tendent à la destruction des forces centralistes actuelles (...) mais sommes catégoriquement contre le Soviet des commissaires du peuple, en tant qu'organe ne découlant pas de l'œuvre des soviets, mais au contraire ne faisant que la gêner. (...) Nous sommes pour les soviets réellement représentatifs, organisés sur des bases collégiales, sous réserve d'une délégation directe des ouvriers et paysans d'une usine donnée, d'une fabrique, d'un village, etc., et non de politiciens bavards y entrant sur des listes de parti et qui transforment les soviets en salons de bavardages démagogiques »*. Mais ils se heurtèrent au refus de s'organiser de certains anarchistes, et à la méfiance d'autres qui préféraient se tenir en dehors des soviets. Ils sont persécutés par le régime bolchevik et, lorsqu'ils ne sont pas éliminés, ils sont contraints à s'exiler comme Maximov et Schapiro. En Ukraine, ils participent à l'expérience libertaire de la Makhnovtchina, qui organise sur un schéma libertaire plus de 8 millions de travailleurs sur un territoire grand comme la moitié de la France, de 1918 à 1921.

En Europe Médiane, la FAUD allemande compte jusqu'à 200 000 adhérents en 1920. Mais elle reste minoritaire face aux syndicats socio-démocrates et

leurs 11 millions d'adhérents. Elle tente, en collaboration avec les AAUD (proches des positions conseillistes) de radicaliser les conseils ouvriers. Elle est sévèrement touchée par la répression, et est le témoin impuissant de l'étouffement de la Révolution, étranglée par les socio-démocrates et sapée par les luttes intestines entre les communistes de différentes sensibilités. En Hongrie, les anarcho-syndicalistes participent à la Révolution qui fonde la République des Conseils en 1919. Cette expérience est trop courte pour que l'on puisse savoir s'ils auraient pu contrecarrer les prétentions de puissance des communistes. Les forces alliés, représentées par la France, l'étouffent dans l'œuf. Il est intéressant de constater que là où ils étaient les plus influents, chez les ouvriers agricoles, leurs initiatives furent beaucoup plus efficaces et populaires que les mesures aberrantes préconisées par Béla Kun.

En Italie, les militants de l'USI sont en première ligne dans le mouvement des occupations et conseils d'usines de 1919, elle subit, avec l'ensemble du mouvement ouvrier italien, la répression à l'arrivée des fascistes au pouvoir.

En Argentine, la FORA est la principale force du mouvement ouvrier du pays, malgré la scission provoquée par les syndicalistes révolutionnaires habilement favorisés par le pouvoir. En Patagonie, une tentative révolutionnaire est sévèrement réprimée en 1920. Ce n'est que par une répression féroce et brutale et de longues années de dictature que les capitalistes parviennent à affaiblir ce mouvement de fond.

En Espagne, la CNT est le premier syndicat de la péninsule avec 1 800 000 adhérents en 1936. Face au coup d'Etat militaire dont l'objectif est de liquider physiquement les militants ouvriers, la CNT appelle à la levée du peuple en arme. Elle est à l'avant-garde de la lutte antifranquiste et entame une révolution autogestionnaire qui n'a toujours pas connu d'égale, ni dans son ampleur, ni dans sa profondeur. Sur la moitié de l'Espagne et en contrôlant des villes comme Barcelone, les anarcho-syndicalistes collectivisent les usines, les centrales électriques, les chemins de fer, la plupart des grands secteurs de l'économie et l'agriculture. Les élus mandatés et révocables deviennent la règle, et la propriété privée entraînant le salariat disparaît. Dans certains villages on va jusqu'à abolir l'argent. Les anarcho-syndicalistes réussissent à réorganiser l'économie, en pleine guerre, sans que cela provoque de famine. Les liens entre les campagnes et les villes ne sont

pas rompus et collaborent sans contrainte, ce que les communistes n'ont jamais réussi à réaliser.

Mais l'Espagne antifranquiste manque de soutien et d'armes. Isolés dans un monde où, en Europe comme en Amérique Latine, la plupart des organisations amies sont fortement affaiblies par les répressions et les dictatures, la CNT se trouve isolée, et pactise avec les communistes et les républicains, en espérant ainsi obtenir des armes. Elle se compromet alors en légitimant, par sa présence avec des ministres, un gouvernement républicain fantomatique. Cela permet aux communistes d'organiser une contre-révolution dirigée de Moscou sans pour autant recueillir le soutien significatif espéré. Plutôt que de combattre au front, la colonne communiste de Lister sème la terreur à l'arrière dans les collectivités agraires. Le choix des communistes et des républicains qui sont leurs alliés est de préférer la défaite à la victoire d'une révolution libertaire. La communauté internationale laisse l'armée du général Franco, appuyée par de forts contingents fascistes italiens et nazis, massacrer l'Espagne révolutionnaire.

## La traversée du désert.

La seconde guerre mondiale et l'avènement du monde « bipolaire » dominé par l'URSS et les USA marque la période noire de l'anarcho-syndicalisme. Les organisations adhérentes de l'AIT ont perdu beaucoup de militants assassinés par les dictatures communistes et fascistes. En Argentine et en Espagne, les dictatures sont toujours là, et seules les actions clandestines sont possibles. Beaucoup de sections sont dans une phase de survie sans perspective de développement. Les plus importantes, comme la CNT espagnole, sont mobilisées dans les actions clandestines contre les dictatures.

Plus grave encore, la division en deux blocs assure aux communistes le leadership de la lutte anticapitaliste. Il est très difficile de s'opposer à eux sans paraître du côté des « impérialistes ». Malgré un travail de terrain et une aide apportée à certains mouvements anticoloniaux, les anarchosyndicalistes ont du mal à faire entendre leur voix. Il est significatif de voir l'isolement dans lequel se trouvent les intellectuels proches de leurs idées, comme Albert Camus.

En France, la CGT-Syndicaliste Révolutionnaire prend le nom de CNT et connaît de 1946 à 1948 un certain succès jusqu'à la création de Force Ouvrière. Beaucoup avait vu dans la CNT la seule alternative syndicale à l'hégémonique CGT communiste. D'apparence plus neutre, réellement social-démocrate et financée par les américains, Force Ouvrière se développe au détriment de la CNT. La majorité des libertaires français, derrière Maurice Joyeux, choisissent d'abandonner la CNT pour faire de l'entrisme dans le nouveau « syndicat de masse ». D'autres, dans la lignée de Monatte, sont restés dans la CGT communiste. On retrouve là les deux tendances majoritaires du mouvement anarchiste français. Les premiers axent leur action sur la propagande et ne voient le syndicat que comme une organisation réformiste qui ne peut être qu'un lieu de diffusion des idées, ils adhèrent à FO. Les autres sont des héritiers du syndicalisme révolutionnaire français qui n'a pas accepté l'évolution anarcho-syndicaliste affirmée avec l'AIT. Ils continuent à travailler dans une CGT complètement dominée par les communistes et où les pratiques d'action directe sont de plus en plus rares.

Au niveau international, une section de l'AIT, la SAC suédoise, pose un dilemme qui marque les débats anarchosindicalistes de notre époque. En 1952, la SAC opère un tournant réformiste. Elle se rapproche d'un parti municipaliste (qui veut faire de la démocratie locale) et commence à gérer une caisse de chômage subventionnée par l'Etat. Le tournant est totalement assumé par les militants de la SAC : *« l'ordre de production anarcho-sindicaliste est la réalisation totale de la démocratie industrielle, et la SAC [...] s'efforce d'introduire l'influence ouvrière dans les entreprises privées, municipales, étatiques »* La SAC renonce explicitement à renverser le capitalisme : *« il n'est pas question d'"abattre" ou de "détruire" tel ou tel système. Par contre, nous nous efforçons d'indiquer dans quelle direction l'organisation veut orienter l'évolution sociale [...]. Nous avons complètement renoncé à la "baguette magique" de la révolution »*<sup>14</sup>. La SAC considère que la révolution n'est plus à l'ordre du jour et que la cogestion va se généraliser dans les sociétés occidentales, et permettre de faire passer la production aux mains des ouvriers. Ce tournant réformiste est aussi motivé par un choix organisationnel concret : intégrer le système syndical suédois où les syndicats cogèrent caisses de chômeurs et de retraites, avoir une reconnaissance légale, des financements et des permanents syndicaux, ou choisir l'indépendance et un syndicalisme de rupture et de combat contre le capitalisme, au risque d'être marginalisé. La SAC a choisi la première option, et tente d'entraîner sur ses bases l'AIT en 1952, au congrès de Marseille. Seulement soutenue par les Danois, elle quitte l'AIT et tente, sans succès jusqu'à ce jour, de créer une internationale sur ces bases ou – alternativement- de réintégrer l'AIT en favorisant, en son sein, des courants qui pourraient lui être favorables.

## **Le renouveau de l'AIT, entre nouvelle impulsion et tentatives de récupération.**

Dans les années 60, la critique de la société de consommation et de l'hégémonie communiste sur le mouvement ouvrier est de plus en plus contestée dans les pays capitalistes. Les contestations voient aussi le jour dans les pays dit « soviétiques ». La réalité des révoltes contre le communisme d'Etat (en Hongrie ou en Tchécoslovaquie) est bien différente d'une volonté de revenir dans une économie capitaliste comme c'est souvent décrit. Il s'agit plutôt d'un retour aux libertés fondamentales des individus et à l'origine du système des soviets libres et indépendants. Même si le poids de la formation marxiste favorise l'émergence de groupes marxistes hétérodoxes, les idées libertaires montrent à nouveau leur pouvoir d'attraction, notamment lors des différents mouvements de révoltes qui traversent le monde en 1968.

Les organisations libertaires, et parmi elles, les organisations anarchosyndicalistes, connaissent alors un renouveau accentué par la fin des dictatures dans certains pays où leur poids historique est certain, comme l'Espagne en 1975.

La CNT espagnole connaît un fort engouement pour atteindre 300 000 adhérents en 1978. Des meetings géants sont même organisés (300 000 personnes à Barcelone, 50 000 à Madrid). Mais l'organisation connaît vite des problèmes : les services de l'Etat l'infiltrent et organisent un attentat au théâtre la Scala, qui fait passer les militants de la CNT pour une bande de v-t-en guerre aux yeux d'un peuple qui aspire d'abord à la liberté et à la tranquillité après 40 ans de dictature ; des problèmes de fonds divisent l'organisation et aboutissent à deux scissions, d'où sortent la CNT et la CGT. Les partisans de la CGT reprennent plus ou moins à leur compte les positions de la SAC suédoise, et veulent participer aux élections professionnelles, accepter les permanents syndicaux. L'objectif est de devenir la première organisation de masse espagnole. Derrière ce débat, le problème de fond est de savoir si l'on abandonne les positions rupturistes de l'anarchosyndicalisme. Car refuser les facilités apportées par l'acceptation de l'argent de l'Etat et la participation aux élections, c'est poser chaque



adhérent devant le dilemme : peut-on pactiser avec le système, ou faut-il, pour adhérer à la CNT, avoir fait le deuil de tout arrangement? Les anarchosyndicalistes répondent que l'intégration et l'institutionnalisation des syndicats, même lorsqu'ils se réclament du syndicalisme révolutionnaire, est la conséquence de l'acceptation de formes syndicales qui relèguent au second plan les positionnements de fond idéologiques et l'action directe des travailleurs, pour favoriser la délégation syndicale et la médiation.

Ce débat traverse alors l'AIT. Et le même type de scission se produit dans la CNT française, qui se développe à nouveau depuis les années 70, et l'USI italienne. Au congrès de Madrid de décembre 2000, l'AIT réaffirme ces positions rupturistes et clos en partie le débat interne. Ce congrès est aussi celui de l'ouverture aux sections venues de pays de l'Est et annonce le renouveau de l'AIT en Amérique latine. Aujourd'hui, l'AIT est la seule organisation internationale ouvrière révolutionnaire qui fonctionne en totale indépendance vis-à-vis des Etats et des partis politiques.

## **L'Anarcho-syndicalisme aujourd'hui.**

La mondialisation de l'économie renforce aujourd'hui la domination des grandes multinationales qui, par le biais des délocalisations, exercent un chantage toujours plus grand sur les travailleurs. Plus que jamais, l'organisation internationale des travailleurs est une nécessité. Les conditions nouvelles permettent au capitalisme de revenir sur les acquis sociaux. Dans les pays européens, le modèle qui s'est développé de « partenariat social » est remis en question en partie. Le système veut garder des syndicats institutionnels apprivoisés, mais le nouveau rapport de force leur permet d'être plus exigeants, et ceux-ci sont de plus en plus discrédités, car ils n'obtiennent pratiquement plus aucune concession en contrepartie de la paix sociale qu'ils assurent. L'écroulement du système « soviétique » a laissé la voie libre au libéralisme, et les partis politiques de gauche sont incapables de proposer un système alternatif. Le vide idéologique de la gauche l'entraîne toujours plus vers les positions libérales. Il est significatif de voir qu'en France, les programmes politiques de l'extrême gauche sont plus à droite que le programme commun de 1978 !

A ces problèmes, l'anarchosyndicalisme est capable de donner des réponses. La solidarité internationale proposée par l'AIT est une nécessité première. L'affirmation d'un syndicalisme de combat et de rupture est une réponse à l'institutionnalisation qui a dénaturé les organisations de travailleurs. L'idéal libertaire autogestionnaire est un projet de société qui répond à la fois aux aspirations vers la liberté et au problème des inégalités sociales. C'est aussi une réponse à la guerre, à l'oppression des peuples et aux catastrophes écologiques causées par ce système productiviste.

Cela ne veut pas dire que d'autres mouvements ne peuvent pas voir le jour, surtout si nous n'apprenons pas de l'histoire et que nous nous égarons de nouveau. La tentation est toujours grande de vouloir se développer rapidement à n'importe quel prix. Les facilités proposées par l'Etat aux syndicats qui jouent le jeu des institutions sociales, qu'il a mis en place, ont un coût. L'Etat y trouve son compte. Le projet porté par la SAC suédoise et la CGT espagnole mérite d'être remis en question. Car, finalement, ces organisations n'ont pas atteint leur objectif de devenir, si ce n'est les plus gros, du moins des syndicats majeurs de leurs pays. Leur stratégie leur a

permis d'augmenter, de quelques milliers, leur nombre d'adhérents (et encore, on peut le discuter) mais il ne semble pas que cela se traduise par un renforcement militant significatif. Et il n'a en rien permis de radicaliser les luttes ou apporter un quelconque développement des idées libertaires. Au contraire, ces organisations sont aujourd'hui plongées dans des contradictions qu'elles risquent d'avoir du mal à résoudre sans faire le choix de changer de stratégies ou changer de nature : comment peut-on, par exemple, affirmer son indépendance vis-à-vis de l'Etat, lorsque l'on est financé par lui et que l'on syndique des policiers, c'est-à-dire les forces répressives qui permettent son existence même et sa capacité d'action ? Comment peut-on organiser la solidarité lorsque l'on syndique des gardiens de prisons qui maintiennent enfermés les prisonniers libertaires ? Comment peut-on prôner l'indépendance des luttes et participer à des intersyndicales qui se substituent aux assemblées générales souveraines ? Le constat est amer lorsque l'on sait combien la division qu'ils ont provoquée dans le mouvement ouvrier révolutionnaire l'a affaibli et retardé.

Devant la déroute de la gauche et le désastre syndical, d'autres courants de pensée cherchent à renouveler leur discours. Une partie de l'extrême gauche marxiste tente d'habiller son discours d'une apparence libertaire, pour s'éloigner de son dogmatisme originel et proposer un grand rassemblement électoral à gauche... C'est malhonnête. Il est essentiel de faire un travail de clarification : si l'extrême gauche croit à l'aventure électorale, qu'elle exprime clairement ses intentions. Tromper les gens en récupérant des idées libertaires qui lui sont étrangères, et en les vidant de sens, c'est, à plus ou moins long terme, faire des milliers de déçus et d'aigris, comme ce fut le cas avec l'attitude irresponsable de l'extrême gauche de la génération de 68, qui n'a finalement réussi qu'une chose : amener au pouvoir les socio-démocrates et assurer à ses leaders reconvertis des places au soleil.

Une véritable contestation radicale peut naître de la situation actuelle. Un pan entier de la population est dans le désarroi et la colère. Le consensus autour du système ne tient que par l'absence de perspectives : Comment faire ? Quoi faire ? Dans quel but ? Pour répondre à ces questions, l'anarcho-syndicalisme doit prouver la pertinence d'une véritable organisation syndicale. La tâche est difficile, tant le syndicalisme institutionnel est discrédité. L'amalgame avec notre modèle d'organisation est facile et

souvent fait. C'est une raison supplémentaire pour ne pas tomber dans le mimétisme et affirmer notre différence. Car la jeunesse la plus mobilisée est légitimement révoltée contre ce syndicalisme de collaboration. Le danger est grand de voir se développer des discours plus ou moins inspirés par le conseillisme, et qui ont deux défauts : ils assimilent le modèle marxiste social-démocrate ou léniniste du syndicat, cinquième roue du carrosse, à ce que peut être le syndicalisme révolutionnaire de l'AIT. Pourtant, sans le syndicalisme, peut-on vraiment mobiliser l'ensemble des travailleurs face au système ? La pertinence de la remarque de Bakounine sur le fait que seul un petit nombre est capable de se déterminer sur l'idée abstraite, là où la majorité « *ne se laisse jamais entraîner que par la puissance et par la logique des faits* » n'est pas prise en compte. L'Histoire des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle nous montre également que pour s'organiser et se substituer à l'Etat, les travailleurs ont besoin d'une organisation : la politique a horreur du vide. En l'absence d'organisation fonctionnant sur des bases claires, un petit groupe organisé peut tout autant prendre le pouvoir (ex : Révolution russe), que lorsqu'une organisation syndicale contrôlée par un parti contrôle les masses.

Certes, aujourd'hui, l'AIT ressemble plus à un projet en devenir qu'à une organisation capable immédiatement d'influer sur le cours des événements ; mais n'est-ce pas là ce qui nous manque justement, un projet ?

---

---

## NOTES

<sup>1</sup> MONTESQUIEU, « L'Esprit des Lois ».

<sup>2</sup> BAKOUNINE Michel, « Protestation de l'Alliance » (1871), in « Le sentiment sacré de la révolte », Les nuits rouges, Paris, 2004.

<sup>3</sup> KROPOTKINE Pierre, « Œuvres », petite Collection Maspero, Corbière et Jugain, Alençon, 1976.

<sup>4</sup> VASSILIEV Pano, « L'idée des soviets », Les cahiers de l'anarcho-syndicalisme n°3, CNT-AIT, Caen.

<sup>5</sup> Cité in GUILLAUME James, « L'Internationale », Edition Gérard Lebovici, Paris, 1985.

<sup>6</sup> PELLOUTIER Fernand, « L'Organisation corporative », 1898.

<sup>7</sup> SAND Shlomo, « L'illusion du politique. Georges Sorel et le débat 1900 », Paris, La Découverte, 1984.

<sup>8</sup> MIEVILLE Ariane, « Le congrès anarchiste d'Amsterdam », Edition du temps perdu, Orthez, 2007.

<sup>9</sup> MANFREDONIA Gaetano, « Congrès anarchiste d'Amsterdam, Le débat Monatte – Malatesta revisité », Editions du temps perdu, Orthez, 2007.

<sup>10</sup> ROCKER Rudolf, « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne », A Contretemps, n°28, Octobre 2002..

<sup>11</sup> FINET Hélène, « Congrès anarchiste d'Amsterdam, Anarchie ou syndicalisme à la lumière de la réalité argentine », Editions du temps perdu, Orthez, 2007.

<sup>12</sup> LEHNING Arthur, « La naissance de l'Association Internationale des Travailleurs de Berlin, du syndicalisme révolutionnaire à l'anarcho-syndicalisme », [http://cnt-ait.info/article.php3?id\\_article=1288](http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=1288)

<sup>13</sup> Cité in SKIRDA Alexandre, « Les anarchistes russes, les soviets et la révolution », Les Editions de Paris, Paris, 2000.

<sup>14</sup> Déclaration de principe de la SAC adoptée en 1952 cité in AMIS DE L'AIT, « La SAC et le réformisme libertaire », Lausanne, 1992.